

Session 7 : La politique doit-elle s'émanciper de l'économie ?

Coordination par Jacques Mistral

Que ce soit par leurs votes ou par leurs manifestations, les populations manifestent leur insatisfaction un peu partout dans le monde. Cette insatisfaction a des traits étonnamment communs malgré la diversité des cultures et des régimes, elle est partout, sous des formes variées, au point de convergence entre les frustrations liées aux contraintes et aux résultats de la vie économique et aux défaillances et aux impasses de la vie politique. Face à cette double crise de confiance, certains accusent les « contraintes économiques » d'exercer une influence excessive sur les choix politiques, ils en appellent à plus de volontarisme politique. Mais les promesses électorales ne durent guère plus que le temps d'une campagne et l'exercice du pouvoir en revient inéluctablement aux dures réalités.

Cette tension n'est pas seulement le grain à moudre dont se nourrit jour après jour l'activité médiatique, elle renvoie au noyau dur des mécanismes à l'œuvre dans les sociétés cherchant à conjuguer les disciplines de marché et les aspirations démocratiques. Chacun y est en effet à la fois agent économique et sujet politique ce qui reflète, au niveau individuel, la séparation et l'autonomie relative des sphères économique et politique. Une société harmonieuse est fondée sur la complémentarité de ces deux sphères, l'agencement de la sphère politique et la conduite des politiques publiques permettant à l'économie de répondre aux attentes et par suite de renouveler et légitimer le pacte politique : c'est la promesse que porte l'idéal d'une société d'individus.

La perte de confiance qui caractérise le moment actuel provient de ce que cette séparation est devenue conflictuelle : nous vivons le divorce de l'agent économique, frustré et inquiet, et du sujet politique, désenchanté et cynique. Les remèdes, s'il y en a, ne se résument donc pas à juxtaposer de « meilleurs choix économiques » et « une démocratie plus vivante », ils doivent porter sur l'articulation entre les deux sphères de manière à ce que l'argument économique soit mieux pris en compte, en amont, dans les luttes politiques mais aussi à ce que les exigences de justice sociale soient mieux prises en compte dans le déroulé contraignant de la vie économique.